



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division

11 Laurier St./11, rue Laurier

7B1, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet RELC-DDR	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-185840/A	Amendment No. - N° modif. 015
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-185840	Date 2020-03-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-634-74903	
File No. - N° de dossier hs651.W8476-185840	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Veronica Vallejo	Buyer Id - Id de l'acheteur hs651
Telephone No. - N° de téléphone (613) 297-3978 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification 015

Cette modification vise à fournir des renseignements supplémentaires sur le projet de Remplacement de l'équipement lourd commun (RELC) et à publier des questions et réponses.

1. Participation de l'industrie au cours de la publication de l'ébauche des demandes de propositions

Bien que les détails entourant la publication de l'ébauche des demandes de propositions (DDP) soient les mêmes que ceux qui figurent dans la modification 11, veuillez noter que bien que l'équipe RELC continue de travailler à la publication de l'ébauche des DDP, les mesures de distanciation sociale visant à limiter la propagation de COVID-19 affectent le rythme auquel les documents peuvent être rédigés et finalisés. En raison de la nature changeante de la situation, les répercussions que cela entraînera sur le plan du calendrier ne seront partagées que lorsqu'elles seront pleinement comprises.

Entre-temps, on a demandé à l'équipe de projet de fournir des renseignements supplémentaires sur le plan visant la participation de l'industrie pendant la période de publication de l'ébauche des DDP.

La participation prévue de l'industrie pendant cette période comporte de nombreuses composantes : la continuité des réunions individuelles; la continuité du processus de questions et réponses; le webinaire de l'industrie; la distribution des documents classés SECRET; la rétroaction sur les documents; l'estimation substantielle des coûts. Ce qui suit constitue une description généralisée des intentions actuelles du Canada. La planification visant la participation de l'industrie est toujours en cours. Les précisions sur les dates, les heures et les exigences d'administration seront fournies dès leur achèvement.

Continuité des réunions individuelles : Conformément à ce qui figure dans les modifications 9, 10 et 12, l'industrie peut demander la tenue de réunions individuelles à Ottawa avec l'équipe de projet. Lors de la période de publication de l'ébauche des DDP, cette option continuera d'être accessible à l'industrie pendant la plage horaire du jeudi matin. En temps normal, la priorité est accordée selon le principe du premier arrivé premier servi. Si la demande est élevée, le Canada se réserve le droit de reporter des réunions avec les entreprises qui ont pris part à des réunions individuelles avec l'équipe RELC au cours des six derniers mois.

Continuité du processus de questions et réponses : L'industrie peut soumettre des questions écrites par courriel à l'autorité contractante. Les questions seront rendues anonymes, au besoin, et les réponses seront publiées dans le cadre des modifications à la Demande de renseignements (DDR).

Webinaire de l'industrie : De quatre à huit semaines après la publication des documents de l'ébauche des DDP, l'équipe de projet tiendra un webinaire pour l'industrie. Le webinaire sera accessible en ligne seulement; le Canada n'organisera aucune délégation en personne. Le webinaire a pour but de fournir des renseignements de haut niveau qui, selon l'équipe de projet, sera utile à l'industrie pendant le processus de l'ébauche des DDP.

Distribution de documents classés SECRET : Même si la plupart des documents de l'ébauche des DDP seront affichés publiquement dans le site web Achats et ventes, certains renseignements sont classés SECRET et ne peuvent être fournis de cette façon. Une copie imprimée des annexes classées SECRET devra être remise en mains propres à l'industrie. La distribution devrait avoir lieu environ cinq mois après la publication des documents de l'ébauche des DDP.

Pour avoir accès à cette distribution, les soumissionnaires potentiels intéressés devront prouver leur besoin de savoir, montrer que les membres du personnel à enregistrer satisfont aux exigences de voir les documents et prouver qu'ils possèdent des installations approuvées pour l'entreposage de documents imprimés classés SECRET (les exigences de sécurité liées au processus de l'ébauche des DDP sont décrites plus en profondeur dans la modification 6). Le Canada collaborera avec les entreprises qui

satisfont à ses exigences en vue de l'approbation nécessaire de toute demande de visite.

Le format prévu pour la distribution est le suivant : les représentants autorisés de l'industrie s'inscrivent pour réserver une certaine période; à leur arrivée, les représentants reçoivent officiellement les documents et se voient attribuer une période pour en examiner le contenu dans une salle de lecture; une fois l'examen achevé, les représentants se réunissent avec les membres de l'équipe de projet pour poser leurs questions.

Rétroaction sur le document : L'un des buts de la publication de l'ébauche de la DDP est de recevoir de la rétroaction de l'industrie sur le contenu du document. À ce sujet, le Canada précisera les dates limites auxquelles la rétroaction devrait être envoyée, soit de deux à trois mois après la publication du document, en temps normal.

Estimation substantielle des coûts : Un autre but de la publication de l'ébauche des DDP est de recevoir des renseignements substantiels sur les coûts de la part de l'industrie. Une fois l'ensemble des documents de l'ébauche des DDP affichés et la rétroaction reçue de l'industrie, le Canada demandera les renseignements sur l'établissement des coûts liés à l'acquisition et à l'entretien de l'équipement RELC. L'omission de fournir des renseignements de grande qualité sur l'établissement des coûts entraînera des retards au chapitre de l'approbation du projet en vue de l'étape de la mise en œuvre, étape à laquelle l'équipe de projet commencera à afficher les documents des DDP aux fins de présentation des soumissions.

2. Marchandises contrôlées

L'industrie est avisée que certains articles acquis au moyen du projet RELC peuvent être considérés comme des marchandises contrôlées. Les marchandises contrôlées sont définies vaguement comme des données techniques, du matériel ou de l'équipement conçu ou modifié spécialement à des fins stratégiques ou militaires. Les articles sont considérés comme des marchandises contrôlées s'ils font partie de la Liste des marchandises contrôlées qui figure en annexe (article 35) à la Loi sur la production de défense.

Les soumissionnaires potentiels dans le cadre du projet de RELC sont avisés qu'au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. Le travail effectué à l'appui du projet de RELC devra être conforme aux lois et règlements canadiens régissant les marchandises contrôlées, notamment les suivants, entre autres :

- a) Liste des marchandises d'exportation contrôlée en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation;
- b) Loi sur la production de défense (L.R.C. [1985], ch. D-1);
- c) Règlement sur les marchandises contrôlées;
- d) Directives et ordonnances administratives de la défense 3003-0 et 3003-1;
- e) Instructions techniques des forces canadiennes C-02-007-000/AG-001 Manuel sur l'accès et le transfert de la technologie contrôlée (ATTC).

De plus, les articles d'origine étrangère qui sont assujettis à des contrôles d'exportation imposés par le pays d'origine devront être gérés conformément à ces contrôles. Les soumissionnaires potentiels devraient communiquer avec les autorités compétentes et veiller à ce que les exigences réglementaires et législatives soient déterminées et respectées, en vue de s'assurer qu'ils sont bel et bien en position de fournir les biens et les services pour le projet de RELC.

Avant de présenter leur soumission, les soumissionnaires potentiels doivent informer le Canada si l'équipement qui sera proposé sera assujéti à des contrôles d'exportation. Le Canada souhaite connaître les règlements qui s'appliquent et dans quelle mesure ils s'appliquent afin d'aider le soumissionnaire à

obtenir les approbations requises tout au long de l'approvisionnement, ainsi que du soutien en service.

Les soumissionnaires devront veiller à ce que les autorisations nécessaires soient obtenues avant de présenter leur soumission, afin de permettre au Canada d'évaluer les soumissions qui contiennent des renseignements assujettis à des contrôles d'exportation. Les soumissions que le Canada ne pourra évaluer pourraient être jugées non recevables. Ces autorisations doivent comprendre celle du surveillant de l'équité du projet de RELC. Tous les évaluateurs des soumissions et surveillants auront les cotes de sécurité requises et seront certifiés en matière de marchandises dangereuses.

3. Changement de l'autorité contractante

Partie 2 – Directives et renseignements relatifs aux réponses, 2.6 Demandes de renseignements

Supprimer : dans son intégralité.

Insérer : Des questions concernant la présente Demande de renseignements peuvent être transmises à l'autorité contractante dont le nom figure ci-dessous :

Veronica Vallejo
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
L'Esplanade Laurier, Tour Est, 4e étage
140, rue O'Connor, Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613 297-3978
Courriel : Veronica.Vallejo@tpsgc-pwgsc.gc.ca

4. Réponses aux questions posées par l'industrie

Q1 : L'établissement de nouvelles priorités ayant entraîné un retard dans le calendrier du projet de RELC a-t-il eu des répercussions sur le budget?

R1 : La modification 13 présentait une mise à jour du retard par rapport au calendrier résultant de la restructuration des projets du portefeuille du ministère de la Défense nationale. Il est nécessaire de préciser que la restructuration n'a eu aucune répercussion sur le budget de RELC et que la pleine portée du projet continue d'être mise en œuvre.

Q2 : Dans quelle mesure est-il possible que le projet de RELC modifie la stratégie de regroupement?

R2 : Aucun commentaire opposé à la stratégie de regroupement, telle que publiée dans la modification 6, n'a été reçu. Tout changement à la stratégie de regroupement, soit pour décomposer le regroupement (plus de contrats) ou pour favoriser le regroupement (moins de contrats) aurait des répercussions néfastes sur le calendrier du projet et sur la mise au point de la stratégie de retombées industrielles et technologiques et de propositions de valeur. À ce stade-ci, aucun changement n'est prévu au chapitre de la stratégie de regroupement de RELC.

Q3 : Le Canada a-t-il fourni une rétroaction à l'industrie en ce qui concerne ses réponses à la DDR soumisses au cours de l'été 2018?

R3 : Le Canada n'a fourni une rétroaction directe à aucun fournisseur intéressé concernant ses réponses à la DDR. Dans quelques cas comportant une certaine confusion quant à la partie technique de la présentation, des questions directes ont été posées à l'auteur de la soumission de l'information.

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés.